



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Collecte, gestion et traitement des déchets

N° du CCAP : 2025E058_a_2025E060

Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné et autres établissements concerné(s) par le présent contrat :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☒ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☒ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☒ Centre Hospitalier de Rives
- ☒ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☒ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☒ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

Autres établissements :

- ☒ AGDUC
- ☒ Université Grenoble-Alpes UFR médecine pharmacie
- ☒ Université Grenoble-Alpes INP (Institut d'ingénierie et de management)
- ☒ Clinique du Grésivaudan
- ☒ GCS Voironnais-Chartreuse

Préambule	5
Article 1 – Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 – Objet du contrat	5
1.2 – Forme du contrat.....	5
1.3 – Décomposition du contrat.....	6
1.4 – Conditions d’attribution des bons de commande	7
1.5. Réalisation de prestations similaires.....	7
1.6. Clause environnementale.....	8
1.7 – Clause d’insertion professionnelle des publics prioritaires.....	8
Article 2 – Pièces contractuelles.....	8
Article 3 – Durée et délai d’exécution	9
3.1 – Durée de l’accord-cadre	9
3.2 – Délai d’exécution	10
Article 4 – Prix.....	10
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	10
4.2 – Modalités de variation des prix	10
4.5- Clauses de réexamen	11
4.5.1 - Ajout d'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné en cours d'exécution.....	11
4.5.2 – Prestations supplémentaires et modificatives	12
4.5.3 – Circonstances imprévisibles	12
Article 5 – Garanties financières	13
Article 6 – Avances	13
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	13
6.2 – Garanties financières de l’avance.....	13
Article 7 – Modalités de règlement des comptes	13
7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs	13
7.2 – Présentation des demandes de paiement.....	13
7.3 – Facturation électronique	14
7.4 – Délai global de paiement.....	15
7.5 – Paiement des cotraitants.....	15
Article 8 – Conditions d’exécution des prestations.....	16
8.1 - Généralités	16
Formation agents des établissements.	16
Continuité de service	17

8.2 - Protection des données personnelles.....	17
8.3 – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité	19
8.4- Devoir de conseil.....	19
8.5 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	20
Article 9 – Constatation de l'exécution des prestations	21
9.1 – Opérations de vérification et leur déroulement	21
9.2 – Décisions après vérification.....	21
Article 10 – Maintenance et garantie.....	22
10.1 – Garantie technique.....	22
10.2 - Maintenance	22
Article 11 - Pénalités.....	22
11.1 - Pénalités de retard	22
11.1.1 - Pénalités spécifiques supplémentaires pour le lot 2.....	22
11.1.2 - Pénalités spécifiques supplémentaires pour le DASRI (lot 3)	22
11.2- Pénalités pour conteneur défectueux.....	23
11.2.1 – Déchet non dangereux (lot 2).....	23
11.2.2 - DASRI (lot 3)	23
11.3. Pénalité pour non-respect de la réglementation en matière de transport des déchets dangereux.....	23
11.3.1 - DID (lot 1)	23
11.3.2 - DASRI (lot 3)	23
11.4- Pénalité pour non déclaration de sous-traitants	24
11.5 - Pénalité de retard dans la transmission du rapport annuel.....	24
11.6 Pénalités de retard sur non transmission du bordereau de suivi des déchets	24
11.7 – Pénalité pour travail dissimulé.....	24
11.8 – Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale (lot 2)	24
11.9 – Exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire	25
Article 12 – Assurances	25
Article 13 – Résiliation du contrat.....	25
13.1 – Résiliation partielle.....	25
13.2 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	25
13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
Article 14 – Règlement des litiges et langues.....	26
Article 15 – Développement durable	27

Article 16 – Dérogations	29
--------------------------------	----

Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes-Dauphiné a été officialisé par la signature de sa convention constitutive le 1er juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble-Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHUGA assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part du contrat qui les concerne, l'exécution du contrat (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui les concerne.

NOTA : Depuis le 1^{er} janvier 2020, le CHU Grenoble-Alpes et le CH de Voiron ont fusionné. A compter de cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes.

Le présent marché a également fait l'objet d'une convention de groupement de commande avec les membres autres que ceux du GHT.

Le pouvoir adjudicateur peut donc être appelée coordonnateur du groupement de commande et chaque membre (hors GHT ou du GHT) peut être appelé établissement membre pour ce marché.

Article 1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le contrat ayant pour objet des prestations de collecte, de gestion et de traitement des déchets des établissements listés en page de garde ci-dessus.

Lieux d'exécution : se référer au CCTP.

1.2 – Forme du contrat

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum, avec maximum fixé par lot sur la durée totale du contrat (cf. article 1.3 pour la répartition par établissement) en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Lots	Désignation	Montant maximum euros H.T. sur la durée totale du contrat
------	-------------	-----------------------------------------------------------

1	Déchets industriels dangereux	4 500 000
2	Déchets non dangereux	16 800 000
3	Déchets d'activité de soins à risques infectieux	4 500 000

1.3 – Décomposition du contrat

Les prestations sont divisées en 3 lots distincts dont le montant maximum est réparti comme suit par établissement :

Lots	Désignation	Montant maximum euros H.T. sur la durée totale du contrat	
1	Déchets industriels dangereux	CHU Grenoble-Alpes	3 200 000
		CH Alpes-Isère	40 000
		CH Fabrice Marchiol – La Mure	30 000
		CH Rhumatologique d'Uriage	30 000
		CH de Rives	20 000
		AGDUC	30 000
		Université Grenoble Alpes UFR Médecine Pharmacie	350 000
		Université Grenoble Alpes INP (Institut d'ingénierie et de management)	300 000
2	Déchets non dangereux	CHU Grenoble-Alpes	12 700 000
		CH Alpes-Isère	750 000
		CH Michel Perret Tullins	300 000
		CH Fabrice Marchiol – La Mure	750 000
		CH Rhumatologique d'Uriage	300 000
		CH Gériatrique de Saint-Geoire en Valdaine	360 000
		CH de Rives	420 000
		CH de Saint-Laurent du Pont	750 000
		AGDUC	100 000
		GCS Chartreuse	170 000
3	Déchets d'activité de soins à risques infectieux	CHU Grenoble-Alpes	3 200 000
		CH Alpes-Isère	50 000
		CH Michel Perret Tullins	30 000
		CH Fabrice Marchiol – La Mure	250 000
		CH Rhumatologique d'Uriage	20 000
		CH Gériatrique de Saint-Geoire en Valdaine	20 000
		CH de Rives	25 000
		CH de Saint-Laurent du Pont	25 000
		AGDUC	200 000

		Université Grenoble Alpes UFR Médecine Pharmacie	350 000
		Clinique du Grésivaudan	30 000

Chaque lot fait l'objet d'un contrat séparé.

1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du contrat.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande et sa date ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison ;
- Les lieux de livraison des fournitures ;
- Le montant du bon de commande ;

En application des articles 3.7.2 et 3.7.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande pour les prestations ponctuelles et 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande pour les prestations récurrentes, sous peine de forclusion. Le titulaire est tenu de se conformer aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

Les prestations listées ci-dessous sont réalisées sans bons de commande :

- La collecte des déchets ;
- Le traitement des déchets ;
- La valorisation des déchets.

1.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du contrat, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des contrats ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées à l'issue du présent contrat et ce, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux contrats pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat. Ils ne pourront pas dépasser 10% du montant maximum du lot concerné.

1.6. Clause environnementale

Le présent accord-cadre est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

Le présent contrat a pour objet des prestations de transport par route, dont la réalisation a inévitablement des conséquences environnementales.

Par conséquent, le titulaire est soumis à une obligation environnementale générale, et doit prendre toutes les mesures utiles pour réduire son impact écologique. En outre, il veille à :

- Adopter une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air, notamment en optimisant la distance et le temps des trajets ;
- Former et sensibiliser les chauffeurs à l'éco-conduite et aux risques routiers ;
- Veiller à la réduction du prélèvement de ressources naturelles (eau, énergie, etc.) ;
- Réduire ses impacts sur la biodiversité, notamment pendant les temps de repos.

1.7 – Clause d'insertion professionnelle des publics prioritaires

Cette clause d'insertion professionnelle des publics prioritaires s'applique **uniquement pour le lot n°2**.

L'article L.2111-1 du code de la commande publique impose à tout acheteur public de déterminer avec précisions la nature, et l'étendue des besoins à satisfaire en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

Conformément à l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte une clause d'exécution des prestations visant, entre autres, à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi à lutter contre le chômage.

La mise en œuvre de ces clauses, pour l'établissement support du Groupement Hospitalier du Territoire Alpes Dauphiné GHT, soit le Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble Alpes, est assurée par le Service Ressources et Développement de Grenoble-Alpes-Métropole.

Contact et renseignements :

Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole

Maryline GUIGNARD 07 88 22 90 01

Mail : maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr

A cet effet, il est annexé au présent CCAP (annexe 1) les dispositions relatives à la mise en œuvre de celle-ci et les conditions de son contrôle

Article 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont listées ci-dessous. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : « RGPD - Guide du sous-traitant » ;
 - Annexe n°2 : Factures et livraison (onglet 2.1) ; Répartition des actions entre les établissements du GHT (onglet 2.2) ;
 - Annexe n°3 : insertion professionnelle des publics prioritaires ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (à noter que les volumes de déchets ne sont pas contractuels) ;
- Le cas échéant, le fichier questions et réponses posées lors de la consultation ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (à noter que les quantités ne sont pas contractuelles) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018 ;
- Les dispositions de l'offre du titulaire qui n'entraînent pas de contradiction avec les pièces du contrat ainsi que les réponses apportées aux demandes de précisions ;
- Le dossier protocole de sécurité hors de la plateforme logistique.
- Le règlement intérieur du CHU Grenoble-Alpes.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquée au présent contrat dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

En cours d'exécution, si le logiciel TRACKDECHET vient à être obligatoire pour d'autres types de déchets, aucun coût supplémentaire ne sera facturé au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature de l'accord-cadre les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du contrat pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.

Article 3 – Durée et délai d'exécution

3.1 – Durée de l'accord-cadre

Pour tous les lots, l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 72 mois à compter du 1^{er} janvier 2026, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2026.

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, la durée supérieure à quatre années se justifie par le fait que le contrat implique un investissement considérable par le titulaire pour les trois lots.

3.2 – Délai d'exécution

Les délais de livraison sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Il est prévu un début d'exécution des prestations au 1^{er} janvier 2026.

En cas de non-respect des délais décrits au CCTP, des pénalités seront appliquées selon les modalités présentées à l'article relative aux pénalités de retard du présent CCAP.

Si l'opérateur économique titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande, il doit obligatoirement en aviser le pouvoir adjudicateur par tout moyen 12 heures au moins avant la date de livraison ou de réalisation des prestations.

Les dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat en matière de prolongation des délais d'exécution.

Article 4 – Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application du bordereau des prix unitaires (BPU). La valorisation viendra en moins-value sur la facture concernée.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (*), les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également le respect des données personnelles conformément au Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.

Aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande en quantité ou en valeur ne peut être facturé.

(*) A noter que le prix des frais de port et la livraison sont dissociés dans le bordereau des prix.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'engagement de la commande.

A noter que s'ajoute aux prix du bordereau des prix unitaires, la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).

4.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception de l'offre (septembre 2025*) par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS. En cas de mise en œuvre de la négociation, le « mois zéro » correspondra au mois de la date limite de réception de l'offre négociée.

(*donnée susceptible d'être modifiée entre phase candidature et phase offre)

Les prix sont fermes la première année d'exécution (12 mois suivant le 1^{er} janvier 2026 ou la date de notification du contrat) mais révisables, hors prix de l'incinération, à la date anniversaire de notification du contrat à compter de la date anniversaire du contrat (1^{er} janvier de l'année N+1) par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 20,00\% + (80,00 \% (In/Io))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro (septembre 2025*) ;
- In : valeur de l'index de référence au mois n (indice trimestriel concerné).

L'indice de référence I, publiés au Moniteur des Travaux ou à l'INSEE, est :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301

Le titulaire devra envoyer au pouvoir adjudicateur les nouveaux prix augmentés par application de la formule précitée dans un délai de trois mois avant la date d'application des nouveaux prix. Si le titulaire n'a pas transmis ces nouveaux prix dans le délai précité, les prix en cours s'appliqueront à la nouvelle période.

4.5- Clauses de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande publique, le contrat peut être modifié lorsque les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

4.5.1 - Ajout d'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné en cours d'exécution

En cours d'exécution du contrat, pourront être ajoutés par voie d'avenant à un lot, les établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné listés ci-dessus en page de garde du présent CCAP s'ils ont un besoin en matière de collecte, gestion et traitement des déchets pour le G.H.T. Alpes Dauphiné et ses établissements en direction commune.

Les besoins de ces établissements ne pourront dépasser le montant maximum alloué à chaque lot du présent contrat.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 1 mois avant le début d'exécution souhaité.

La mise en œuvre de cette possibilité fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment :

- Les quantités estimatives de l'établissement pour la durée restante du marché ;
- Les modalités d'exécution et de facturation ;
- La date d'entrée dans le contrat.

4.5.2 – Prestations supplémentaires et modificatives

4.5.2.1 - Evolution des besoins en cours d'exécution

Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG-FCS. En cours d'exécution du contrat et en cas de survenance d'un nouveau besoin comme la mise en place de nouvelles filières, ces nouvelles prestations pourront être ajoutées au présent contrat en accord avec le titulaire. Un avenant précisera les modalités, les modifications du contrat le cas échéant et le prix des prestations.

4.5.2.2 – Ajout de prestations

Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG-FCS, notamment pour ajouter au marché lors de l'exécution de ce dernier : la mise en place de compacteur supplémentaire clé en main (location, entretien, travaux de mise en place) notamment sur le site Sud du CHU Grenoble-Alpes situé Avenue de Kimberley à Echirolles 38130. Cet ajout sera formalisé par un avenant qui précisera les prix de la prestation.

4.5.2.3 – Augmentation ou baisse du coût de l'incinération

En cas de modification du coût de l'incinération en cours d'exécution du contrat, le titulaire devra produire au pouvoir adjudicateur les justificatifs (par exemple : courrier, avenant, révision etc.) démontrant l'augmentation ou la baisse du coût de l'incinération. Après validation du pouvoir adjudicateur, la modification du prix sera formalisée par un bordereau des prix unitaires révisé signé des deux parties, sans qu'il soit nécessaire de formaliser un avenant.

4.5.3 – Circonstances imprévisibles

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations. A cette fin, le titulaire doit :

- o Fournir les factures fournisseurs justifiant les prix (matériaux, etc.) au moment de la remise des offres et au moment de la demande

- o Apportant les documents comptables justifiant que cet événement a provoqué des charges extracontractuelles qui ont atteint un quinzième du montant initial HT du marché ou de la tranche. (ou bilan de fin d'année) et intégrant les aides de l'état perçues.

En effet, le titulaire doit pouvoir justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses sommes déboursées au cours de l'exécution du marché ;

- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du contrat.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 5 – Garanties financières

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

Article 6 – Avances

6.1 – Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la Commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une **petite ou moyenne entreprise** au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à **20 %** du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à **5 %** du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à **5 %** du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant de la commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 – Présentation des demandes de paiement

Pour les prestations sans bons de commande mentionnées à l'article 1.4 du présent CCAP, doivent être transmis avec la demande de paiement mensuelle, les éléments de preuve (registre de déchets, ticket de pesé etc.).

Les prestations du marché sont réglées mensuellement à terme échu.

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du contrat ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations ;
- Le cas échéant, la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou de la prestation réalisée ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l'exécution du contrat ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du code service : PRESTATION_MED_HOT

7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> *Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 :*
<https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> *En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro :* <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-ouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). Le titulaire doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

7.5 – Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

7.6 - Paiement des sous-traitant

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Rappel : Le pouvoir adjudicateur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

Le non-respect de cette disposition entraînera la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP et pourra entraîner la résiliation pour faute du titulaire avec une possible exécution aux frais et risques du titulaire.

Article 8 – Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Généralités

Les prestations et fournitures devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

L'adresse de livraison et de réalisation des prestations sont indiquées au CCTP et sur la liste des bénéficiaires.

Les dispositions des articles 20 (stockage, emballage, transport et gestion des déchets) et 21 (livraison) du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

Réglementation et comportement :

L'opérateur économique titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, etc.). Le personnel du titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des usagers, des tiers etc.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'hôpital doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site.

Responsable chargé de représenter le titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte à l'accord-cadre un seul responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur (nom à renseigner dans l'Acte d'Engagement).

Le changement de responsable doit être notifié par tout moyen au pouvoir adjudicateur au moins 10 jours avant son remplacement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité.

Formation agents des établissements.

Des formations à la gestion du tri des déchets sont prévues au CCTP du lot 1 : DID.

Formation du personnel du titulaire

Par ailleurs, les titulaires s'assurent en continue de la formation de son propre personnel.

Les agents qui effectueront les prestations seront obligatoirement sensibilisés aux règles d'hygiène et aux risques liés à la manipulation des déchets et formés à la conduite des engins permettant la collecte (CACES), aux règles et consignes de sécurité liés à la collecte, à la conduite sur route pour les collectes extérieures. Chaque chauffeur aura les formations légales et réglementaires applicable à l'activité de transport des marchandises (FIMO et FCO) et toutes autres formations légales et réglementaires relatives à ce type de transport (notamment ADR), les attestations relatives à la conduite des véhicules permettant l'enlèvement, le transport et le vidage en Centre de traitement des bennes compactrices, aux règles et consignes de sécurité liés à la collecte, à la conduite sur route.

Pendant toute la durée du marché, à chaque arrivée d'un nouvel agent, le prestataire est tenu de fournir l'attestation de formation aux risques spécifiques du secteur concerné, au cadre et au responsable d'exploitation.

Continuité de service

En cas d'arrêt de travail de son personnel le prestataire est tenu d'assurer les prestations définies par l'administration, indispensable au maintien de l'hygiène et de la sécurité dans le cadre de l'obligation de résultats. En cas d'arrêt du travail pour faits de grèves des salariés de l'entreprise, en cas d'événements graves comme un plan blanc, une pandémie ou une pénurie quelconque (carburant...), interdiction préfectorale de circulation (...) le prestataire est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum des prestations. Ces différentes prestations devront être assurées dans les mêmes conditions qu'habituellement, en respectant la réglementation en vigueur, et ce, quelles que soient les situations exceptionnelles et/ou imprévues qui pourraient se présenter.

Aucun surcoût ne peut être induit par ces types d'évènements.

Avant leur mise en place, les moyens et l'organisation de ce service minimum seront soumis à l'agrément écrit du pouvoir adjudicateur.

8.2 - Protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

Pour lot n°2, le titulaire s'engage à respecter le clausier sécurité 2024 joint au présent DCE et est lié par les engagements qu'il a renseigné dans la fiche de réponse du clausier.

Pour les lots n°1 et n°3, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de

données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;

- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse protection-donnees@chu-grenoble.fr, dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

8.3 – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché public comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG- FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à informer les personnels intervenant au sein des établissements membres du groupement qu'ils sont tenus au respect de la confidentialité, c'est-à-dire à ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, des documents ou éléments de toute nature reçus à l'occasion de l'exécution du contrat présentant un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

La notion d'information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y compris la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y compris sous forme écrite, orale, magnétique ou électronique), sur tout support dont le pouvoir adjudicateur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'établissement membre du GHT ou tout autre établissement doit obligatoirement porter de façon visible, un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors du site.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur de l'établissement (dispositions relatives au personnels chapitre H).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

8.4- Devoir de conseil

L'opérateur économique titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le représentant de l'établissement membre des risques d'une réparation envisagée, des

incidents éventuels ou potentiels, de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention, et de toute nouvelle réglementation.

8.5 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liés aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpe Dauphiné et HIVEO. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'établissement support sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et/ ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

Nota Bene : Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 9 – Constatation de l'exécution des prestations

9.1 – Opérations de vérification et leur déroulement

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS. Le titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

Concernant le tonnage des déchets ramassés, les vérifications sont effectuées avec la traçabilité mise en place par le titulaire (registre des déchets) et vérifiées notamment lors de la demande de paiement.

L'ensemble des prestations pourra faire l'objet de contrôle aléatoire ponctuel. Le représentant de l'établissement pourra vérifier la qualité de la prestation.

Si l'une des vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance de l'opérateur économique titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent CCAP.

9.2 – Décisions après vérification

- Vérifications quantitatives : Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande ou pour les prestations, entre le ticket de pesé et la quantité facturée. Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure par tout moyen l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent fourni pour les fournitures ;
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans un délai de 72 heures à compter de la mise en demeure ;
- Soit de reprendre la facture pour correspondre au ticket de pesée.

- Vérifications qualitatives : Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications de l'accord-cadre, à défaut l'échange sera exigé.

Dans tous les cas les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Le pouvoir adjudicateur peut également décider de différer en tout ou partie le règlement ou de le réduire. L'admission ne dégage pas l'opérateur économique titulaire de sa responsabilité éventuelle.

Attention : La signature du double du bon de transport ou de livraison vaut acceptation du nombre de colis reçus, et non des quantités ou de la qualité des fournitures objet du bon de commande.

Par dérogation aux articles 28.2 ; 29.2 et 30 du CCAG-FCS, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur 15 jours après la réception des fournitures ne vaut pas admission. Le paiement de la facture vaut admission des prestations.

En cas de défaillance, les pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent CCAP sont appliquées.

Article 10 – Maintenance et garantie

10.1 – Garantie technique

Le titulaire doit fournir des bacs conformes à la réglementation en vigueur et à l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route (ADR) et devra remplacer tout bac que le pouvoir adjudicateur juge défectueux et non-conforme à l'ADR. A défaut, il s'expose à l'application des pénalités décrites ci-après.

10.2 - Maintenance

Conformément aux dispositions du CCTP, le titulaire est tenu d'assurer la maintenance des bacs, conteneurs, bennes compactrices, compacteurs et presses à balles. De par sa nature, la prestation de location de bacs fait l'objet d'une maintenance à la charge du titulaire du lot concerné. Les dispositions de l'article 32 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 11 - Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles sont plafonnées à 20% du montant du bon de commande sur lequel elles doivent s'appliquer. Les pénalités pourront être cumulées et facturées en fin d'année. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques du titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du contrat.

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 100,00 Euros par évènement.

Cette pénalité s'applique dès que ce retard a été constaté et s'applique notamment au :

- Non-respect des fréquences et horaires de passage ;
- Non remise de tout document demandé dans les CCTP (notamment registre déchets)
- Non-présence à un rendez-vous ou à une formation.

11.1.1 - Pénalités spécifiques supplémentaires pour le lot 2.

En cas de retard dans l'évacuation de compacteurs constaté et signifié par le coordinateur ou le référent de chaque établissement via un mail au titulaire, il est appliqué une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard et par compacteur.

En cas d'indisponibilité d'un compacteur conformément à l'article 14.2.1 du CCAG-FCS, c'est-à-dire en cas de panne d'un compacteur en location ou appartenant à un établissement, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire par demi-journée (4 heures) de 200 euros. Cette pénalité s'appliquera sans mise en demeure si le titulaire n'est pas intervenu ou n'a pas mis en œuvre une solution de remplacement dans les 4 heures imparties à compter du signalement par l'établissement.

11.1.2 - Pénalités spécifiques supplémentaires pour le DASRI (lot 3)

Absence de collecte : Il est appliqué une pénalité de 100€ par jour et par conteneur non collecté dans

les délais prévus par les établissements dès que ce retard a été constaté.

Réajustement : Il est appliqué une pénalité de 100€ par jour et par conteneur non fournis suite à la demande écrite de réajustement tel que défini à l'article 6.3 du CCTP.

Géolocalisation : A l'expiration du délai de deux mois mentionné au CCTP et sans mise en demeure, il est appliqué une pénalité 50€ par jour de retard et par véhicule dédié à la collecte quel que soit la cause.

11.2- Pénalités pour conteneur défectueux.

Les présentes pénalités ne s'appliquent que pour les conteneurs en location.

11.2.1 – Déchet non dangereux (lot 2)

Il sera appliqué par jour et par bac/container défectueux ou non conforme à la réglementation et aux conditions minimales du CCTP une pénalité forfaitaire de 25 € (article 6.12 du CCTP).

11.2.2 - DASRI (lot 3)

Il sera appliqué par jour et par bac/container défectueux ou non conforme à la réglementation et aux conditions minimales du CCTP une pénalité forfaitaire de 100 € (article 6.2 du CCTP). Pour rappel, le titulaire du marché a une obligation de résultat concernant l'étanchéité des bacs.

11.3. Pénalité pour non-respect de la réglementation en matière de transport des déchets dangereux

11.3.1 - DID (lot 1)

Conformément aux dispositions du CCTP, si les véhicules utilisés pour la collecte des déchets dangereux sont constatés non conformes à la réglementation en matière de transport de déchets dangereux et/ou aux dispositions du CCTP par le responsable environnement de l'établissement (fuites de matière possible, désinfection embarquée inutilisable...) l'enlèvement des déchets sera reporté.

Il sera simultanément appliqué une pénalité de 1 000€ par camion défectueux et par jour dès le lendemain de la constatation de la non-conformité. Le titulaire est informé par écrit mais cela ne constitue pas une mise en demeure, les pénalités s'appliquent.

Simultanément à cette pénalité, si la mise en conformité des véhicules dépasse 48h (à compter du lendemain de la constatation) il sera fait application de plein droit sans mise en demeure préalable aux dispositions relative à l'exécution aux frais et risques pour non-respect des exigences réglementaires ou contractuelles conformément au CCAP.

Si dans un délai de 30 jours calendaires (décompté à compter du lendemain de la constatation de la non- conformité) le titulaire n'est toujours pas en mesure d'exécuter la prestation conformément aux dispositions du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le contrat pour faute du titulaire conformément au CCAP.

11.3.2 - DASRI (lot 3)

Conformément aux dispositions du CCTP, si les véhicules utilisés pour la collecte des déchets dangereux sont constatés non conformes à la réglementation en matière de transport de déchets dangereux et/ou aux dispositions du CCTP par le responsable gestion des déchets ou la direction des achats des équipements et de la logistique ou le responsable sécurité de l'établissement et copie au référent de l'établissement concerné (fuites de matière possible, désinfection embarquée

inutilisable...) l'enlèvement des déchets sera reporté.

Il sera simultanément appliqué une pénalité de 1 000 € par camion défectueux et par jour dès le lendemain de la constatation de la non-conformité. Le titulaire est informé par écrit mais cela ne constitue pas une mise en demeure, les pénalités s'appliquent.

Simultanément à cette pénalité, si la mise en conformité des véhicules dépasse 48h (à compter du lendemain de la constatation) il sera fait application de plein droit sans mise en demeure préalable aux dispositions relative à l'exécution aux frais et risques pour non-respect des exigences réglementaires ou contractuelles conformément au CCAP.

Si dans un délai de 30 jours calendaires (décompté à compter du lendemain de la constatation de la non-conformité) le titulaire n'est toujours pas en mesure d'exécuter la prestation conformément aux dispositions du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le contrat pour faute du titulaire conformément au CCAP.

11.4- Pénalité pour non déclaration de sous-traitants

Après mise en demeure par le l'établissement membre du GHT Alpes Dauphiné (par mail, fax ou courrier : avec date certaine), il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à **100€** par jour calendaire de retard.

Rappel : L'établissement support doit agréer chaque sous-traitant. Tant que ce dernier n'a pas été agréé, il ne pourra intervenir sur le site.

11.5 - Pénalité de retard dans la transmission du rapport annuel

Une pénalité de 25 euros par jour de retard sera appliquée si le titulaire ne transmet pas le rapport annuel (cf. article 3.15 du CCTP) dans le délai imparti et sans mise en demeure préalable.

11.6 Pénalités de retard sur non transmission du bordereau de suivi des déchets

Conformément au CCTP, le titulaire doit transmettre le bordereau de suivi des déchets dans un délai de 7 jours à compter de l'enlèvement des déchets sur site de l'établissement. A défaut, une pénalité de 25 euros par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

11.7 – Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC estimatif du contrat au moment de la passation de l'appel d'offre (Quantités indiquées sur le BPU initial).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

11.8 – Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale (lot 2)

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des obligations indiquées à l'annexe n°3 du présent CCAP concernant l'insertion professionnelle des publics prioritaires, il encourt les pénalités prévues à l'article 6 de ladite annexe sur simple constat du pouvoir adjudicateur.

11.9 – Exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat ou en cas d'absence répétée lors de la permanence journalière, par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant **sans résilier l'accord cadre et sans mise en demeure** de ce dernier et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, l'opérateur économique titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, l'opérateur économique titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 – Résiliation du contrat

13.1 – Résiliation partielle

Le marché est susceptible de faire l'objet de résiliations partielles.

Un marché peut donc être résilié au profit d'un seul membre du groupement dans les conditions définies au CCAG et présent CCAP.

L'exécution des prestations continue normalement pour tous les autres membres du marché.

13.2 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5

ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.

13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de l'article L2195-4 du CCP modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du code de commerce.

Article 14 – Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre ou relatif à l'interprétation des stipulations du contrat.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai minimum de quinze jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation deux mois après la date d'effet de la résiliation du contrat.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'instance chargée de ce règlement amiable est la CCIRA de Lyon domiciliée au :

DREETS Auvergne Rhône Alpes
Tour Swiss Life
1 Boulevard Vivier Merle,
69443 Lyon Cedex 03

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler leur différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. En cas de litige le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Développement durable

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Énergie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :
 - Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.
 - Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
 - Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.
- À l'horizon 2050 :
 - Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
 - Diviser par 2 les consommations d'énergie.

LES OBJECTIFS :

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poizat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.

- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.
- Depuis le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Article 16 – Dérogations

Les dérogations sont les suivantes :

- L'article 1.7 du CCAP déroge à l'article 16.1 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 7.4 du CCAP déroge aux articles 11.6 et 11.7 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 9.2 du CCAP déroge aux articles 28.2, 29.2 et 30 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 11.1.1 du CCAP déroge aux articles 14.2.3 et 14.2.5 du CCAG- Fournitures courantes et services ;
- L'article 11.9 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures courantes et services ;
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG – Fournitures courantes et services ;

Toutes les dispositions du CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.